

L'Arche de Noé

Noyan Tapan

Hebdomadaire L'ESSENTIEL Depuis le 4 Mai 1993

#43 (749)

17 Novembre 2008



Prix: 1000 drams

Des mesures anticrises



Le premier ministre Tigran Sargssian a rendu public les attentes du gouvernement, quel impact aura-t-elle la crise économique mondiale sur l'Arménie ? Il a aussi présenté la liste des mesures anticrises possibles du gouvernement

Voir ci-dessous

Sargis Hatspanian a été arrêté préventivement pour deux mois

Par Sona Machourian

Par la décision du 10 novembre de la cour de compétence générale des communes de Kentron et de Nork-Marach d'Erévan, le citoyen français d'origine arménienne Sargis Hatspanian, ancien combattant pour la liberté, a été arrêté préventivement pour un délai de deux mois. Le correspondant de Noyan Tapan fut informé par Alina Yengoyan, porte-parole de la Cour de cassation de la RA.

Il est à mentionner que S. Hatspanian est accusé d'une fausse trahison par l'alinéa 1 de la partie 2 de l'article 333 du Code criminel de la RA. L'article envisage un emprisonnement jusqu'à 5 ans. S. Hatspanian avait fait un rapport dans la presse que le deuxième président arménien Robert Kotcharian s'apprêtait à attenter à la vie du président actuel Serge Sargssian. Basé sur ce rapport, les corps du Service de sécurité nationale avaient intenté un procès criminel, plus tard Sargis Hatspanian avait été impliqué dans le procès comme personne soupçonnée, ensuite comme accusé.

Serge Sargssian : " La création de nouvelles lignes de division au Caucase peut être dangereuse"

Le président arménien Serge Sargssian a accordé une interview au journal allemand " FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG ". Le texte de l'interview, accordé à Noyan Tapan par le Service de presse du président de la RA, y est présenté entièrement.

- Monsieur le président, la semaine dernière à Moscou, vous vous êtes accordés sur la question du règlement du conflit du Haut-Karabagh, un conflit qui a depuis longtemps maintenu tendu les relations entre les deux pays. Comment se développe-t-il aujourd'hui ?

Réponse- Pour nous l'important est le fait qu'un document a été signé qui exclut la résolution du conflit par la voie militaire. Bien sûr ce n'est qu'une déclaration. Nous serions contents s'il nous conduise à un accord. Bref, je ne veux pas sous-estimer l'importance de ce document. Je me réjouis que l'Azerbaïdjan a signé



un document sur un règlement basé sur toutes les normes du droit international et non sur la seule norme de l'intégrité territoriale. Je considère également positif le fait qu'en dépit des vives critiques récentes sur l'efficacité de l'activité du Groupe de Minsk, une grande importance a été attachée au format du Groupe de Minsk, au rôle des pays coprésidents : Etats-

suite à la page 2

Le gouvernement propose un paquet d'actions anticrises

Par Gayané Mélikian et Rita Karapétian

Le 12 novembre, le premier ministre arménien Tigran Sargssian a déclaré à l'Assemblée nationale que le gouvernement entreprendrait un certain nombre de démarches afin de diminuer dans la mesure du possible l'impact de la crise économique internationale sur l'Arménie. Ci-dessous est présenté un extrait de son discours.

En outre des mesures prévues par le budget d'Etat, le gouvernement entreprendra des mesures additionnelles afin d'atteindre lesdits objectifs et d'affaiblir les impacts de la crise globale :

1. Afin de contribuer au développement du secteur réel, le gouvernement assistera les entreprises, encourageant à améliorer leur compétitivité et à créer des emplois. Cela suppose :

- fourniture de garanties d'Etat pour l'introduction des ressources

financières ;

- application des outils de subvention ;

- participation de l'Etat dans le capital social des entreprises en conformité avec les normes fixées par le gouvernement.

Un institut de rapport d'audit obligatoire sera investi pour les entreprises ayant des actifs ou un chiffre d'affaires de plus de 500 millions afin de réduire les risques d'ombre et de corruption.

suite à la page 3

Conférence à l'UFAR " Le Modèle économique vendéen"



Le 17 novembre, à 9h00, une conférence sera organisée à l'Université Française en Arménie autour du sujet de "Modèle économique vendéen" avec la participation d'une délégation vendéenne dirigée par le président du Conseil Général de la Vendée Philippe de VILLIERS.



Lors de cette conférence-débat sera présenté le modèle économique vendéen et la question de sa transposabilité à l'Arménie.

Serge Sargssian : " La création de nouvelles lignes de division au Caucase peut être dangereuse "

Début à la page 1

Unis, Russie et France, en tant que médiateurs.

- L'Arménie est-elle prête à respecter l'exigence de retrait de ses troupes des 7 régions jouxtant le HK ?

Le problème principal du conflit est la question du statut du Haut-Karabagh. Le droit à l'autodétermination du peuple du HK doit être reconnu par l'Azerbaïdjan. Les autres questions peuvent suivre la solution de ce problème principal. Le contrôle des territoires n'est pas une fin en soi, mais vise à assurer la sécurité du Karabagh. Nous devons négocier les principes du règlement. Nous avons un long chemin à faire.

- Pour vous, un natif du Karabagh, le Haut-Karabagh pourrait-il, recouvert d'un statut d'autonomie, continuer à faire partie de l'Azerbaïdjan ?

Il est question de la création de telles conditions qui donneront la possibilité d'assurer dans des conditions peu dangereuses le développement ultérieur de la population. L'histoire a démontré que cela est impossible dans le cadre de l'Azerbaïdjan. Nous n'avons jamais pensé qu'avec un tel ou autre statut le HK peut faire partie de l'Azerbaïdjan.

- Vous étiez récemment en visite à Bruxelles. L'Union européenne peut-elle être utile au règlement du conflit ?

L'Europe doit clairement montrer du doigt si l'un des côtés fait fausse route, et si le processus du règlement pacifique n'est pas respecté. Par ailleurs, si une organisation internationale souligne l'importance d'un seul principe du règlement du conflit, cela encourage les actions de ce pays dans ce sens et manifeste une approche non-constructive. Pour Kosovo les Etats-Unis et quelques pays européens ont appliqué le droit des peuples à l'autodétermination. L'approche similaire de la Russie fut rejetée par les Etats-Unis et l'Europe.

- Mais vous aussi, vous n'avez pas reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie !
Vous avez raison. Nous aussi,

nous n'avons pas reconnu l'indépendance du Kosovo. Nous n'en avons pas le droit de reconnaître l'indépendance de ces pays tant que nous n'avons pas reconnu l'indépendance du Haut-Karabagh. Notre peuple ne comprendrait pas cette démarche. Vous allez me demander pourquoi nous ne reconnaissons pas l'indépendance du Karabagh ? Nous considérons que la reconnaissance est le dernier pas du processus. Nous ne sommes pas aussi forts pour reconnaître unilatéralement l'indépendance du Karabagh et de considérer le processus terminé.

- Quelles conséquences géopolitiques a eu la guerre géorgienne pour vous ?

Les événements ont démontré la vulnérabilité de la région. La Géorgie est d'une grande importance pour nous car de plus de 70 % du commerce extérieur de notre pays se fait via le territoire de ce pays. 350000 Arméniens y habitent. En même temps nous sommes le partenaire stratégique de la Russie. Pour nous il était important d'harmoniser ces deux différentes obligations, ce, que, je crois, nous avons réussi à faire. Il y a une divergence d'approches entre l'Arménie et la Géorgie sur certains problèmes de principe, mais nous avons évité tout ce qui risquait d'être interprété comme une hostilité. Malgré les changements dans la région par suite de la guerre, Dieu soit loué, je peux dire que les relations arméno-géorgiennes et arméno-russes n'en ont pas souffert.

- Vous êtes également membre du programme du partenariat avec l'OTAN. La leçon tirée de la guerre serait-elle que l'OTAN doit se tenir à l'écart du Caucase ?

Je n'aurai pas partagé votre choix qui met en cause le développement ultérieur de nos relations avec l'OTAN. Nous considérons que notre coopération avec l'Alliance est une composante de notre système de sécurité. D'autre part, nous n'aspérons pas à adhérer à l'OTAN. De nouvelles lignes de division dans notre région seraient extrêmement dangereuses. C'est la leçon tirée de la guerre géorgienne.

- Vos voisins doivent-ils renoncer à leurs aspirations à l'adhésion à l'OTAN ?

Je ne parlai pas pour les autres pays. La politique arménienne équilibrée de la dernière décennie a essayé de concilier les intérêts des Etats-Unis, de la Russie et de l'OTAN. Tirer des avantages des divergences de ces forces peut être à la fois séduisant et très dangereux.

- Vous avez dernièrement invité le président turc en Arménie pour regarder un match de football. Le monde a salué votre démarche. Aujourd'hui les Turcs proposent de créer une commission d'historiens afin d'étudier le Génocide arménien de 1915. Est-ce utile ?

Ce n'est absolument pas nécessaire. Nous ne croyons pas que cela conduise à quelque chose. Nous voulons établir des relations diplomatiques sans conditions préalables entre les deux pays, d'ouvrir les frontières, ensuite dans le cadre d'un processus intergouvernemental discuter des problèmes concernant les pays voisins. La reconnaissance du Génocide par les Turcs n'est pas une condition préalable pour établir des relations. Nous le souhaitons, mais pas à tout prix. Les pays européennes aussi, à une autre époque, n'ont pas créé des commissions historiques afin de normaliser leurs relations. Une telle démarche peut également signifier un essai pour désorienter la société internationale.

- L'Arménie pourrait-elle aujourd'hui devenir, comme la Géorgie, un pays de transit pour les énergies fossiles ?

Je ne crois pas que nous allons aspirer à nous substituer à quelqu'un. Notre objectif est de disposer d'infrastructures développées, de voies alternatives de livraison. Nous voudrions rétablir les communications avec l'Azerbaïdjan et la Turquie. Nous voudrions également construire une voie ferrée nord-sud reliant dans l'avenir l'Arménie à l'Iran. Plus nos infrastructures seront développées et diversifiées plus l'Arménie sera attractive et peu dangereuse.

Vartan Oskanian : " Mon retour à la politique dépendra des circonstances en termes de forme et de temps "

Par Arev Hakobian

"Mon retour à la politique dépendra des circonstances en termes de forme et de temps. À ce moment je ne peux rien dire", a dit Vartan Oskanian, l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Arménie, chef du fonds " Civiltas ", dans son interview accordée au quotidien " Aravot ". Il a fait cas de l'existence, tout d'abord, de la société civile dans le pays, ensuite, d'une force politique ayant une autorité dans le champ politique, qui est dans le domaine d'une opposition modérée et constructive.

Selon V. Oskanian, l'un des deux axes de la démocratie est la société civile consciente qui se sent

responsable du pays et des événements y ayant lieu, et pose ses revendications claires et audacieuses devant les autorités au profit de la stabilité et du développement du pays. "Aujourd'hui ça manque, et les activités principales de mon fonds seront visées à l'élévation et la formation d'une telle conscience dans la société civile", a indiqué V. Oskanian.

Selon lui, le deuxième axe de la démocratie est l'opposition modérée et constructive qui manque également. Selon V. Oskanian, la combinaison de ces deux axes peut contribuer à la démocratisation et à la mise en œuvre efficace des réformes.

L' "Héritage" conteste la constitutionnalité du groupe d'expert

Par Rita Karapétian

La signature de la déclaration de Moscou basée sur les principes de Madrid cause des préoccupations sérieuses. Stépan Safarian, membre de la fraction "Héritage" de la RA, a déclaré au briefing parlementaire du 14 novembre. En particulier, selon lui, il est alarmant que la signature du côté de Karabakh manque dans ce document, signé après une intervalle de 14 ans pendant les négociations du règlement du conflit du Haut-Karabagh. D'autre part, la déclaration a été signée par la Russie, l'un des pays coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, alors qu'Erévan officiel déclare constamment la nécessité de régler le problème dans le format du Groupe de Minsk.

Le membre de la même fraction Zaruhi Postandjian a dit que les conséquences et les dangers procédant à partir de la déclaration de

Moscou et les principes de Madrid n'étaient pas évidents à la population d'Arménie. En raison de cela l'initiative "Union" va effectuer une propagande respectueuse dans toutes les régions d'Arménie. Le député a indiqué que si les autorités interdisaient de tenir les événements dans les halls, l'organisation était prête à tenir des rencontres en plein air.

Évoquant le groupe d'experts chargé de l'établissement des faits des événements du 1er mars, Z. Postandjian a indiqué que le décret du président arménien sur sa création et activité était anti-constitutionnel, car le président n'était pas autorisé à le faire. Un tel groupe devrait être créé en raison de l'adoption d'une loi respectueuse. S. Safarian a indiqué que bien qu'un représentant de leur parti soit également impliqué dans le groupe, néanmoins "Héritage" continuera de contester la constitutionnalité de l'activité du groupe.

L' "Héritage" exige des autorités de déclasser les principes de Madrid

Par Rita Karapétian

Le parti " Héritage " exprime ses inquiétudes en matière de la Déclaration de Maindorf signée le 2 novembre par les présidents de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie, a déclaré Stépan Safarian, membre de la fraction " Héritage " de l'Assemblée nationale de la RA, le 11 novembre. Selon lui, le parti, en particulier, considère répréhensible l'absence du représentant du Haut-Karabagh à la rencontre de Moscou ainsi que le consentement par écrit des autorités arméniennes aux principes de Madrid, qui présupposent un exclusivisme dans la question des réfugiés, du retour des territoires et de l'ouverture des voies de communication, ainsi qu'une précision du statut du HK

dans l'avenir incertain.

S. Safarian a mentionné l'accord russo-azérbaidjanais signé en raison de la visite du président russe à Bakou au mois de juillet



Stépan Safarian

2008. Par cet accord, les côtés ont fait cas des efforts ultérieurs des coprésidents du Groupe de Minsk, y compris ceux de la Russie dans la direction du règlement pacifique pressant du conflit du Karabagh. Dans le document, il a été indiqué

que la Russie et l'Azerbaïdjan considéraient nécessaire le règlement pressant du conflit du HK basés sur les normes et les principes du droit international, tout d'abord, sur l'assurance et le respect de la souveraineté des États, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières, ainsi que sur les résolutions respectives du Conseil de la sécurité de l'ONU et les décisions de l'OSCE. S. Safarian a indiqué que le fait que les formulations de l'accord de Bakou, avec une rédaction insignifiante, avaient été également passées à la Déclaration de Maindorf, est une source de préoccupations. De ce fait, le parti " Héritage " exige des autorités de déclasser les principes de Madrid et de les mettre en discussion publique.

Lyudmila Sargssian : " La terre libérée avec le sang ne doit pas être rendue par des accords "

Par Narée Grigorian

" Jusqu'ici Robert Kotcharian et Serge Sargssian ont justifié leur pouvoir criminel par la circon-



stance comme s'ils pouvaient conserver le Karabakh, alors que Lévon Ter-Petrossian le rendra ", a déclaré Lyudmila Sargssian, présidente du Parti social-démocrate Hunchak (PSDH), membre du Congrès national arménien, lors de la conférence de presse du 10 novembre. Cependant, selon elle,

aujourd'hui il est évident que les présidents précédent et actuel d'Arménie ne veulent pas et ne peuvent pas conserver l'Artsakh. Selon lui, Serge Sargssian n'est pas un président élu et légitime, et pour cette raison les négociations sur le conflit du Karabakh procéderont dans une direction indésirable pour l'Arménie.

" De près de 11 ans le pouvoir en Arménie est envahi. Le peuple arménien ne les a pas autorisés à négocier et signer des accords internationaux en son nom. Tout document pareil est illégal, et la responsabilité sera mise sur la structure internationale qui a forcé de le signer ", est-il dit dans le rapport du 10 novembre du PSDH. En ce qui concerne le retour des territoires libérés à l'Azerbaïdjan, selon L. Sargssian, la terre libérée avec le sang ne doit pas être rendue par des accords.

Un groupe de chercheurs arméniens et canadiens élabore un Système Interactif de Positionnement Global

Par Samvel Sargssian

Un groupe de chercheurs de l'Institut des mathématiques de l'Académie Nationale des Sciences de la RA (ANS) ainsi que des experts de la compagnie Macadamian AR, filiale arménienne de la compagnie canadienne "Macadamian", ont entrepris de réaliser le projet "Optimus". En raison de la mise en œuvre de ce projet, à partir du mois de mars 2010, il sera possible de recevoir des services de positionnement global par des téléphones portables en Arménie, a informé Smbat Gogian, travailleur scientifique à l'Institut des mathématiques de l'ANS de la RA.

Selon lui, dans le cadre du projet il est prévu de créer le logiciel "Map Editor" basé sur le Système de Positionnement Global (GPS). Par ce logiciel, en particulier, les touristes auront la possibilité de s'orienter dans le territoire d'Arménie en temps réel, de trouver des objets nécessaires et de circuler, alors que les conducteurs auront également la possibilité d'éviter des embouteillages. S. Gogian a indiqué que le "Map Editor" sera compatible avec le système "Windows Mobile". En visitant le site Web respectif, les

touristes pourront trouver l'endroit nécessaire et déterminer la route la plus commode y menant. En outre, le chemin que le touriste a passé peut-être enregistré dans le site WEB, et le contour de l'itinéraire donné sera disponible sous forme d'un fichier qui sera possible d'em-



Smbat Gogian

ployer à l'avenir. Il est prévu que les signes des objets sur la carte seront interactifs qui permettront de fournir facilement des informations additionnelles sur les objets.

Selon S. Gogian, le prix de l'entretien quotidien d'un téléphone par "Map Editor" sera de 3 dollars. Il a précisé que des systèmes interactifs basés sur le GPS sont employés par "Google", "Microsoft", "Yahoo", ainsi que par quelques compagnies qui produisent des cartes routières électroniques. Cependant, il n'y a aucune infor-

mation sur les cartes du GPS d'Arménie dans leurs sites Web, et elles n'ont aucune intention de créer de telles cartes. S. Gogian a informé qu'à la différence de ces compagnies, le groupe d'"Optimus" a l'intention d'employer un autre format des fichiers des cartes : "Map Editor" produira automatiquement la carte de route du trafic pas dans un format "JPEG", mais dans un format coordonné-vectoriel, dont l'utilisation présuppose la conservation et le transfert de l'information en petits volumes de (10 à 100 fois moins).

Pour financer les composants scientifiques et techniques du projet, les chercheurs d'"Optimus" ont reçu une concession de 10 mille dollars dans le cadre du projet de l'esprit d'entreprise des Sciences et des technologies de 2008 tenu par le ministère de l'Economie de la RA, du Fonds de recherches et de développement civils des Etats-Unis, et du Fonds Incubateur des entreprises.

Selon S. Gogian, le groupe réalisant le projet "Optimus" a déjà créé un logiciel du dispositif GPS-SM-0.1M. L'importation de 80 tels dispositifs a déjà commencé. À partir de décembre 2008, ils seront installés dans les véhicules des clients inscrits.

Le gouvernement propose un paquet d'actions anticrises

Début à la page 1

2. Afin de favoriser le développement de petites et moyennes entreprises, des mesures seront prises :

- pour assurer l'accessibilité des ressources de crédit considérables avec l'assistance de la Banque mondiale, de la Banque européenne et de la Banque asiatique (les négociations finiront en décembre et des crédits d'environ 350 millions de dollars seront obtenus à cette fin. Simplification considérable de l'administration fiscale.

3. Le gouvernement assistera à l'élaboration et la préparation des business plans, assignant des ressources financières nécessaires. Une commission des projets d'innovation auprès du Premier ministre sera créée.

4. Des zones économiques libres seront créées à l'aéroport international et dans la ville de Gumri afin de former un environnement plus favorable pour le business. Gumri recevra une assistance technique des États-Unis pour la création de ces zones.

5. Des accords commerciaux seront signés avec l'Union européenne et les États-Unis dans le but de créer des conditions favorables pour les exportateurs arméniens. À cet égard quelques accords sont pris, et un groupe de travail partira pour les États-Unis pour préparer cet accord.

6. Pendant la réalisation des achats de l'État, en cas d'autres conditions égales, la préférence sera donnée aux fournisseurs des services et des marchandises arméniens.

7. Les citoyens arméniens qui habitent dans les pays de la CEI, affectés par la crise financière, cherchent des possibilités de conserver les investissements et les épargnes sûrs. Notre tâche est de créer des conditions plus favorables pour garder leurs épargnes dans le système bancaire arménien.

8. Des mesures additionnelles seront prises en commun avec la Banque centrale d'Arménie (BCA) afin d'introduire un système efficace de gestion des réserves d'Etat.

Ces mesures seront mises en œuvre sous des règles précisément définies. Ces règles seront publiques. De meilleurs experts arméniens et internationaux seront impliqués dans ces travaux.

Le même jour, répondant aux questions des députés, Tigran Sargssian a présenté des détails additionnels. Il a déclaré qu'afin de prévenir l'impact de la crise financière globale sur l'économie arménienne, le gouvernement préférerait d'adopter une politique d'initiation.

Selon lui, tout en causant de grands dommages à de grandes entreprises et pays à une économie

développée, la crise peut avoir un impact positif sur les économies des États en voie de développement car de telles économies deviennent plus attrayantes pour les investisseurs. Pour tirer profit de la crise, le pays à une économie en voie de développement devrait avoir un avantage concurrentiel par rapport à d'autres. Selon T. Sargssian, l'Arménie a un certain nombre de tels avantages. Par exemple, de grands projets comme la construction d'une nouvelle centrale nucléaire arménienne ou du chemin de fer Arménie-Iran créent une atmosphère favorable pour l'introduction des investissements et l'obtention de la confiance auprès des investisseurs. Le premier ministre a annoncé que des offres pour la participation à ces deux projets sont déjà reçues, y compris par les investisseurs privés.

Le premier ministre a indiqué qu'afin d'affaiblir l'impact de la crise, le gouvernement ne soulagerait pas la charge fiscale des entités économiques. Au contraire, l'administration se renforcera, en particulier, dans la question du contrôle de l'accomplissement des responsabilités de grands contribuables. À son avis, afin de prévenir la crise, le gouvernement devrait augmenter les dépenses, pour lesquelles les recettes budgétaires devraient être dûment assurées.

"Ani-Tour"



L'Agence de Voyage organise des tours de 7 à 9 jours en Arménie historique

Pour information, contactez (091) 203-206 ou (094) 203-206, écrivez-nous par info@anitour.org ou bien visitez-nous à Erévan, rue Isahakian 28, chambre No 20

Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.

Aucun Français n'est seul à l'étranger

Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMENIE!

Votez pour nos sénateurs!
Nombreux avantages-conseils, assurances maladie!



BP 7 - EREVAN 0010
Email: contact@ufe-am.com
Tél: 091 512606 - 093 630621
www.ufe-am.com

A YEREVAN-CENTRE

APPARTEMENTS-RESIDENCE YEZEGUELIAN

Prix à la semaine - 250 Euros

DANS LE PARC DE L'HOTEL CONGRESS
YEREVAN: 3749-3-672452 et 3749-1-739191
e-mail: yezeguelian@aol.com

Fax: 010-542-518

BUREAU A PARIS
34 A. Champs-Élysées
Tél: 01-43-59-65-19

Un accord peut être acquis cette année pour l'exportation des produits arméniens vers la Turquie

Par Samvel Sargssian

Ne pas attendre à l'établissement des relations interétatiques et à l'ouverture de la frontière arméno-turque, les présidents de l'Union républicaine des employeurs (industriels et hommes d'affaires) d'Arménie (UREA) et de l'Union des industriels de la Turquie travaillent actuellement dans la direction de la création des conditions d'exportation directe des produits d'origine arménienne vers la Turquie, a déclaré le 11 novembre Arsen Ghazarian, président de l'UREA.

Il a précisé qu'actuellement, par exemple, les fers-blancs de la compagnie "ArmenAl" sont exportés vers la Turquie par des troisièmes pays, en cas où la demande de ce produit en Turquie est assez

grande. " Nous devons essayer d'avancer les hommes politiques, facilitant leur tâche ", a dit le président de l'UREA.

A. Ghazarian a informé qu'on attend à ce que l'Arménie ait un tel régime de commerce avec la Turquie où les produits avec des certificats arméniens pourront entrer directement sur le marché turc. Il est prévu d'acquiescer les accords correspondants jusqu'à la fin de cette année.

Il a indiqué qu'une invitation à participer au Forum économique international " Pont 2009 " qui se tiendra du 20 au 23 février à Tsakhkadzor, a été envoyée à l'Union des industriels de la Turquie, ajoutant que la délégation de l'UREA a maintes fois participé aux forums économiques régionaux organisés dans ce pays.

Les Arméniens doivent rester vigilants pour contrer les pressions turques sur Obama



De Harut Sassounian
Publié par The California Courier
Éditorial de Sassounian du 13 novembre 2008

Le sénateur Barack Obama ayant été élu Président, les Arméniens Américains doivent rester vigilants, afin de pouvoir contrer les pressions turques sur le Président élu et son cercle de conseillers.

D'ores et déjà, le gouvernement turc s'est embarqué dans une campagne de grande envergure pour influencer la prochaine Administration sur une variété de questions critiques pour la Turquie, telles que le génocide arménien, Chypre, la guerre en Irak et les Kurdes.

Quelques jours seulement avant l'élection du nouveau Président, le Premier ministre turc Recep Erdogan a envoyé deux responsables importants à Washington pour rencontrer les proches conseillers des sénateurs Obama et McCain, afin d'être sûr que, quelque soit le Président élu, il ne prendrait pas de décisions allant à l'encontre des intérêts turcs. Les services de plusieurs compagnies américaines de lobbying ont été loués par Ankara, et elles travaillent à convaincre le Président élu et ses conseillers de soutenir la Turquie sur diverses questions.

Manifestement, le gouverne-

ment turc s'inquiète de la promesse répétée faite par Obama de reconnaître le génocide arménien. Le Premier ministre Erdogan, dans sa lettre de félicitations, est même allé jusqu'à exprimer l'espoir qu'Obama une fois en fonction, ne tiendrait pas la promesse faite à la communauté arméno-américaine lorsqu'il était candidat.

De plus, Erdogan a demandé à rencontrer le sénateur Obama, sans doute pour le dissuader de reconnaître le génocide arménien. Le Premier ministre turc est l'un des dirigeants des 20 pays invités par le Président George Bush au Sommet Économique à la Maison Blanche cette semaine. Les conseillers du Président élu devraient rejeter la demande de rencontre d'Erdogan, lui rappelant qu'en janvier dernier il avait insulté le sénateur Obama, le qualifiant "d'amateur en politique" simplement parce que le candidat présidentiel avait fait une déclaration sur le génocide arménien. Comme je l'avais écrit dans un article à ce moment-là, "Les mots insultants d'Erdogan sur Obama le rattraperont après l'élection."

Malgré les intenses efforts de lobbying du gouvernement turc, il peut être plus facile pour les Arméniens Américains de faire avancer leur programme pendant la présidence d'Obama. Les Arméniens ont plusieurs avantages importants avec la nouvelle Administration par rapport à l'Administration sortante :

1) Tant le Président Obama que le Vice-président Joe Biden ont été

des ardents supporters des questions arméniennes;

2) Le nouveau Congrès est plus susceptible de faire adopter une législation favorable aux Arméniens, puisqu'il y aura une majorité non négligeable de



Démocrates tant à la Chambre qu'au Congrès, soutenue par un grand nombre de Républicains pro arméniens dans les deux Chambres;

3) Les Départements d'État et de la Défense sont moins susceptibles de s'opposer à une résolution sur le génocide au Congrès, étant donné la probabilité que la Maison Blanche soutienne la mesure ou du moins ne s'y oppose pas;

4) Bien qu'il semblerait que certains responsables pro turcs de haut rang servent dans l'Administration Obama, ils seront vraisemblablement surpassés en nombre par ceux qui sont partisans ou impartiaux sur les questions arméniennes.

En dépit d'une balance favor-

able des forces, le résultat final concernant une législation pro arménienne au Congrès dépend de deux conditions importantes :

1) La vigilance de la communauté arméno-américaine et la mise en application d'une vaste campagne populaire et dans les médias pour contrer toutes les menaces turques envers les USA;

2) Le report ou de préférence l'annulation par le gouvernement arménien de la commission historique conjointe arméno-turque prévue, qui serait exploitée par le gouvernement turc pour saper les efforts de reconnaissance du génocide arménien aux USA et dans d'autres pays.

Ceux qui, dans la communauté arménienne, sont encore sceptiques vis-à-vis du prochain Président américain en ce qui concerne sa promesse, faite lors de sa campagne, sur le génocide arménien et/ou son soutien à une résolution au Congrès sur ce point, devraient à présent savoir, que quelle que soit la manière dont ils justifient leur scepticisme, ils ne devraient pas créer la fausse impression dangereuse qu'il est impossible pour un Président américain de reconnaître le génocide. Après tout, un ancien Président célèbre -- Ronald Reagan -- a bien émis une Proclamation Présidentielle en 1981, qui mentionnait le génocide arménien. Le Président Obama ne ferait que répéter ce qui a déjà été déclaré il y a 27 ans par le Président Reagan !

De même, on devrait rappeler à

ceux qui disent que la Chambre des Représentants n'adoptera jamais une résolution sur le génocide arménien, que la Chambre Basse a par deux fois adopté une résolution, la première fois en 1975 et la deuxième en 1984. Par conséquent, la Présidente Pelosi ne ferait que réaffirmer ce que la Chambre a déjà adopté deux fois !

Certes, on peut s'attendre à ce que les négationnistes de Turquie émettent des menaces stériles à l'encontre des U.S.A et rejouent leur comédie de l'an dernier en rappelant leur ambassadeur à Washington pendant un court laps de temps. Puis, ils renverront leur diplomate à Washington après avoir compris que la Turquie a besoin des États-Unis bien plus que les États-Unis n'ont besoin de la Turquie !

Si les Arméniens Américains veulent que l'Administration Obama soutienne leur cause, ils devraient soutenir plus énergiquement leurs amis politiques et contrer leurs ennemis. La prochaine Administration, de son côté, devrait montrer ouvertement son courage moral face aux manœuvres d'intimidation de la Turquie, un pays du tiers-monde qui ne devrait pas être autorisé à museler le Congrès américain et le Président des États-Unis.

©Traduction C.Gardon pour le Collectif VAN - 12 novembre 2008 - 07:18 - <http://www.collectifvan.org>

Dès 2010 des passeports à données biométriques seront délivrés aux citoyens arméniens

Par Sona Machourian

Des réformes globales sont mises en œuvre dans le Département des passeports et des visas de la Police de la RA. Une conception de l'introduction des passeports à données biométriques a été adoptée. Comme le chef adjoint de la police, le colonel Gevorg Mherian a indiqué à la rencontre du 11 novembre avec les correspondants, des actes juridiques correspon-

dants étaient déjà préparés qui seraient bientôt mis en circulation.

Dès 2010 les passeports à données biométriques seront mis en circulation. Ces derniers donneront la possibilité aux citoyens de la RA d'obtenir plus facilement des visas Schengen. Deux types de passeport sont prévus par la conception : ID et passeport prévu pour des pays étrangers. Gevorg Mherian a également informé que les citoyens d'Erevan pouvaient

obtenir un passeport dans cinq jours ouvrables après la demande.

" Nous avons fait en sorte que les passeports puissent être obtenus même dans des termes encore plus courts ", a dit G. Mherian, ajoutant que des honoraires correspondants seront exigés pour accélérer le service. Pour l'obtention du passeport en un jour ouvrable il sera nécessaire de payer 20 mille drams. Jusqu'à 4 jours ouvrables il sera nécessaire de payer 10 mille drams.



(de gauche à droite) Monsieur Gasparian chargé d'Affaires - Ministre Plénipotentiaire de la RA. Mr Alexis Govciyan - Madame la Ministre Hakobyan - Monseigneur Zakarian - Melle Anouche Yézéguelian - Mr Ara Toranian - Mr Mourad Papazian

La ministre arménienne a eu des rencontres à Paris

Madame Hranush Hakobyan Ministre de la Diaspora de la République d'Arménie de passage à Paris reçoit des Représentants de la Communauté Arménienne de France en compagnie du Chargé d'Affaires en France et Ministre plénipotentiaire Monsieur Gasparian. Mme Hakobyan voyage dans l'Europe et les Amériques Sud et Nord afin de préparer le suivant Téléthon du Fonds "Hayastan".

Le monument du doudoukiste Djivan Gasparian sera érigé au centre ville d'Erevan

Le 12 novembre, dans le cadre des célébrations consacrées au 80e anniversaire de Jivan Gasparian, l'administration de l'Usine de Brandy d'Erevan lui a fait cadeau



d'un tonneau de brandy de 400 litres qui sera conservé dans l'atelier de vieillissement.

La direction de l'usine avait également organisé une célébration dédiée à Djivan Gasparian, à laquelle étaient présents des musiciens de renom mondial comme Peter Gabriel, Andreas

Vollenweider, Derek Sherinian, chef de Planet X, ainsi qu'Arthur Abraham, champion du monde IBF des poids moyens, qui étaient également présents aux festivités jubilaires du doudoukiste.

Lors de l'entretien avec les correspondants, les musiciens étrangers ont indiqué qu'ils étaient impressionnés par Erevan et le concert tenu le 11 novembre au complexe de sports et de concerts. " Le concert était magnifique, et après le contact avec les Arméniens j'ai une fois de plus précisé qu'ils sont très accueillants, ils ont une grande âme et cela est également reflétée dans la musique arménienne ", a dit A. Vollenweider.

" J'ai 80 ans, mais je suis jeune avec âme et je continuerai à composer. Certes, j'ai déjà un remplaçant, mon petit-fils, et je suis sûr qu'il va continuer mon affaire ", a dit Djivan Gasparian.

Par la décision de la Mairie d'Erevan, un monument à Djivan Gasparian sera érigé au centre-ville d'Erevan.

Offre d'emploi

Noyan Tapan cherche des jeunes spécialistes pour les emplois vacants suivants:

- Responsable de vente
- Responsables de marketing
- Directeur de l'hébergement
- Agent publicitaire

La formation professionnelle est obligatoire. Le recrutement s'effectue par concours.



Directeur Général: Tigran Haroutiunian
Rédacteur en chef: Haroutiun Khachatryan
Traductrice: Nona Petrossian
Directeur de Publication: Marina Haroutiunyan
Mise en Forme: Hayk Hovhannissian

Editeur: Noyan Tapan SARR
N°28 Rue Isahakian, Erevan, 0009
République d'Arménie
Date et N° de Régistre:
15.12.1995; 273.110.00512
Tirage: 1000 copies
Tel:(37410) 56-59-65, Fax:(37410) 52-43-18
E-mail: contact@nt.am
URL: www.nt.am

L'édition Française de Noyan Tapan L'essentiel est sponsorisée par Mr. Raymond Yézéguelian.